



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Bretagne**

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 LORIENT

LORIENT, le 02/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/04/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

JOSSO

ZI de bolin
56460 Val d'Oust

Références : LH/FD/E/2023-141
Code AIOT : 0005502008

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2023 dans l'établissement JOSSO implanté ZI de Bolin - 56460 Val d'Oust. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action coup de poing visant à s'assurer que l'exploitant a une bonne connaissance de ses réseaux d'eau enterrés ainsi que leur localisation et du caractère opérationnel des bornes incendie ou des autres moyens d'extinction.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JOSSO
- ZI de Bolin - 56460 Val d'Oust
- Code AIOT : 0005502008
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société JOSSO exploite une unité de fabrication de palettes bois et réalise également de la vente de bois scié et de produits dérivés de l'activité de travail du bois (écorces, sciures, plaquettes).

160 000 m³/an de bois rond (troncs) sont traités pour produire 80 000 m³/an de bois scié en planches utilisées pour la fabrication de 1,5 millions/an de palettes. Tous les co-produits (50 000 t/an de sciures, plaquettes et écorces) sont valorisés. Le volume de stockage total est de 21 000 m³ et la puissance des machines installée de 5 303 Kw.

Le site fait l'objet d'un arrêté préfectoral du 24 février 2014 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 5 novembre 2019 notamment pour mise à jour du classement des rubriques 2410-1 (travail du bois) et 1532-2 (stockage de bois) qui relèvent désormais du régime de l'Enregistrement.

L'effectif est de 83 personnes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Ressource en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 24/02/2014, article 7.6.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 24/02/2014, article 4.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit s'assurer du caractère opérationnel des poteaux d'incendie, comme moyens complémentaires à la réserve incendie de l'établissement, pour garantir le débit de 240 m³/h pendant 2 heures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2014, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),• les secteurs collectés et les réseaux associés,• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : L'exploitant a présenté le plan des réseaux d'eaux mis à jour le 16 novembre 2021 avec les codes couleurs convenus.
Observations : L'inspection invite l'exploitant à compléter le plan par le repérage du disconnecteur sur l'arrivée d'eau potable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2014, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une réserve d'eau de 240 m³ située proche des bâtiments. Une aire d'aspiration permettant la mise en position de 4 véhicules d'intervention d'une surface minimale de 32 m² (8m x 4m) par véhicule doit être aménagée à proximité immédiate de cette réserve d'eau, • 4 poteaux d'incendie (dont un privé) munis de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon les recommandations du SDIS 56 lors de l'extension de l'établissement en 2014, 240 m³/h pendant 2h sont nécessaires pour la défense incendie de l'établissement.</p> <p>Pour ce faire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 poteaux sont présents, un dans l'enceinte du site, les trois autres sont situés sur la voie publique longeant l'établissement, - une réserve d'eau incendie de 240 m³ est aménagée au sein du site permettant de fournir 120 m³/h. <p>L'exploitant nous a indiqué avoir fait contrôler en 2022 le poteau interne au site et a contacté le gestionnaire du réseau d'eau mais n'a pu obtenir, à ce jour, les informations sur le débit et la pression des poteaux au regard des attendus dont un débit simultané minimum de 120 m³/h à 1 bar de pression au moins pour compléter les 120 m³/h à partir de la réserve incendie.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'inspection invite l'exploitant à indiquer la mention de la réserve incendie localisée sur le plan des réseaux.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il étudie le remplacement de cette réserve par une réserve en bache souple dans le cadre d'une réorganisation du site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Délai proposé : 2 mois

